**RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TENUE LE 22 OCTOBRE 2019 À 18 H, AU CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, CAMPUS DE ROUYN-NORANDA**

Présences

Éric Aubin, directeur des études	Chantal Hamelin
Marc Bertrand	André Janneteau
Sylvain Blais, directeur général	Linda Lavoie
Miguel Charlebois	Katrine Lévesque
Isabelle Chartrand	Guillaume Marquis
Vincent Guimont	Béatriz Mediavilla (départ à 20h14)
Klaude Hallée	André Rouleau, président

Absences

Yves Bédard	Robert Cloutier
Patrick Bédard	Louis Leblanc
Marie-Luce Bergeron	Mélicha Tardif
Kloé Bourbeau	

Observatrices

Amélie Brouillard, directrice du campus d'Amos
Nicole Fortier, agente de soutien administratif
Diane Landriault, secrétaire générale

Invités

Hassine Bouafif, directeur général du Centre technologique des résidus industriels
Gilles Cossette, directeur administratif – Centre technologique des résidus industriels
Louis Perreault, directeur des services administratifs
Kathleen Slobodian, directrice des affaires étudiantes et des communications

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION PAR LE PRÉSIDENT ET VÉRIFICATION DU QUORUM

Le quorum des membres étant atteint, la séance est déclarée ouverte et régulièrement constituée.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Sur une proposition de Guillaume Marquis, appuyée par Isabelle Chartrand, il est unanimement résolu **d'adopter l'ordre du jour, tel que présenté.**

PRÉSENTATIONS POUR PRISE DE DÉCISION

3. PRÉSENTATIONS POUR PRISE DE DÉCISION

3.1 RÉGIME D'EMPRUNTS À LONG TERME

Louis Perreault, directeur des services administratifs, informe les membres de la nécessité pour le Cégep d'instituer un régime d'emprunts.

CA-3222

CONSIDÉRANT QUE, conformément à l'article 78 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001), le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (l'« Emprunteur ») souhaite instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 30 juin 2020, lui permettant d'emprunter à long terme auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, pour un montant n'excédant pas 14 960 885 \$;

CONSIDÉRANT QUE, conformément à l'article 83 de cette Loi, l'Emprunteur souhaite prévoir, dans le cadre de ce régime d'emprunts, que le pouvoir d'emprunter et celui d'en approuver les conditions et modalités soient exercés par au moins deux de ses dirigeants;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'autoriser ce régime d'emprunts, d'établir le montant maximum des emprunts qui pourront être effectués en vertu de celui-ci, ainsi que les caractéristiques et limites relativement aux emprunts à effectuer et d'autoriser des dirigeants de l'Emprunteur à conclure tout emprunt en vertu de ce régime et à en approuver les conditions et modalités;

CONSIDÉRANT QUE la ministre responsable de l'Enseignement supérieur (la « Ministre ») a autorisé l'institution du présent régime d'emprunts, selon les conditions auxquelles réfère sa lettre du 16 août 2018.

Sur une proposition de Vincent Guimont, appuyée par André Janneteau, il est unanimement résolu :

1. *QU'un régime d'emprunts, valide jusqu'au 30 juin 2020, en vertu duquel l'Emprunteur peut, sous réserve des caractéristiques et limites énoncées ci-après, effectuer des emprunts à long terme auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, pour un montant n'excédant pas 14 960 885 \$, soit institué;*

2. **QUE les emprunts à long terme effectués par l'Emprunteur en vertu du présent régime d'emprunts soient sujets aux caractéristiques et limites suivantes :**
- a) *malgré les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, l'Emprunteur ne pourra, au cours de chacune des périodes de quinze mois s'étendant du 1^{er} avril au 30 juin et comprises dans la période visée au paragraphe 1, effectuer des emprunts qui auraient pour effet que le montant total approuvé pour l'Emprunteur, pour une telle période, par le Conseil du trésor au titre de la programmation des emprunts à long terme des collèges d'enseignement général et professionnel, soit dépassé;*
 - b) *l'Emprunteur ne pourra effectuer un emprunt à moins de bénéficier d'une subvention du gouvernement du Québec conforme aux normes établies par le Conseil du trésor, au titre de l'octroi ou de la promesse de subventions aux collèges d'enseignement général et professionnel ainsi qu'aux termes et conditions déterminés par la ministre et pourvoyant au paiement en capital et intérêt de l'emprunt concerné même si, par ailleurs, le paiement de cette subvention est sujet à ce que les sommes requises à cette fin soient votées annuellement par le Parlement;*
 - c) *chaque emprunt ne pourra être effectué qu'en monnaie légale du Canada auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement;*
 - d) *le produit de chaque emprunt ne pourra servir, outre le paiement des frais inhérents à l'emprunt concerné, que pour financer les dépenses d'investissements et les dépenses inhérentes aux investissements de l'Emprunteur subventionnées par la ministre;*
3. **QU'aux fins de déterminer le montant total auquel réfère le paragraphe 1 ci-dessus, il ne soit tenu compte que de la valeur nominale des emprunts effectués par l'Emprunteur;**
4. **QU'en plus des caractéristiques et limites énoncées précédemment, les emprunts comportent les caractéristiques suivantes :**
- e) *l'Emprunteur pourra contracter un ou plusieurs emprunts pendant toute la durée du régime d'emprunts jusqu'à concurrence du montant qui y est prévu, et ce, aux termes d'une seule et unique convention de prêt à conclure entre l'Emprunteur et le ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement;*
 - f) *chaque emprunt sera constaté par un billet fait à l'ordre du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement;*
 - g) *le taux d'intérêt payable sur les emprunts sera établi selon les critères déterminés par le gouvernement en vertu du décret numéro 432-2018 du 28 mars 2018, tel que ce décret peut être modifié ou remplacé de temps à autre; et*
 - h) *afin d'assurer le paiement à l'échéance du capital de chaque emprunt et des intérêts dus sur celui-ci, la créance que représente pour l'Emprunteur la subvention qui lui sera accordée par la ministre, au nom du gouvernement du Québec, sera affectée d'une hypothèque mobilière sans dépossession en faveur du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement.*
5. **QUE l'Emprunteur soit autorisé à payer, à même le produit de chaque emprunt contracté en vertu de ce régime d'emprunts, les frais d'émission et les frais de gestion qui auront été convenus;**
6. **QUE l'un ou l'autre des dirigeants suivants :**
- Le directeur général, Sylvain Blais; OU
Le directeur des services administratifs, Louis Perreault;*
- de l'Emprunteur, pourvu qu'ils soient deux agissant conjointement, soit autorisé, au nom de l'Emprunteur, à signer la convention de prêt, la convention d'hypothèque mobilière et le billet, à consentir à toute clause et garantie non substantiellement incompatibles avec les dispositions des présentes, à livrer le billet, à apporter toutes les modifications à ces documents non substantiellement incompatibles avec les présentes ainsi qu'à poser tous les actes et à signer tous les documents, nécessaires ou utiles, pour donner plein effet aux présentes;*
7. **QUE, dans la mesure où l'Emprunteur a déjà adopté une résolution instituant un régime d'emprunts pour les mêmes fins, la présente résolution remplace la résolution antérieure, sans pour autant affecter la validité des emprunts conclus sous son autorité avant la date du présent régime d'emprunts.**

3.2 LIGNES INTERNES DE CONDUITE CONCERNANT LA GESTION DES APPROVISIONNEMENTS, DES SERVICES ET DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES ORGANISMES PUBLICS

Le directeur des services administratifs, Louis Perreault, informe les membres que les lignes internes de conduite concernant la gestion des approvisionnements, des services et des travaux de construction des organismes publics, qui avaient été adoptées en novembre 2016, doivent être revues sur une base annuelle et présentées au conseil d'administration, lors de modifications.

CA-3223

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 24 de la *Directive concernant la gestion des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics* (Annexe 1), les organismes publics devaient adopter des lignes internes de conduite avant le 1er février 2016, afin d'assurer une meilleure gestion de leurs processus contractuels;

CONSIDÉRANT QUE ces lignes internes de conduite ont été adoptées par le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, à la réunion ordinaire du conseil d'administration du 29 novembre 2016;

CONSIDÉRANT l'adoption du *Règlement sur la gestion contractuelle* (R8) et du *Règlement sur la gestion financière et matérielle* (R12) à la réunion ordinaire du conseil d'administration du 27 mars 2018, lesquels entraînent des changements dans les lignes internes de conduite;

CONSIDÉRANT les règles prévues dans la *Loi sur les contrats des organismes publics*, ainsi que dans les règlements et les directives du Secrétariat du Conseil du Trésor sur les lignes internes de conduite.

Sur une proposition de Klaude Hallée appuyée par Guillaume Marquis, il est unanimement résolu **d'adopter les nouvelles lignes internes de conduite concernant la gestion des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics, pour le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue.**

3.3 SERVICES REGROUPÉS – CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Sylvain Blais, directeur général, rappelle aux membres, qu'une volonté gouvernementale inscrite au budget 2019-2020, était la création d'un organisme d'achats regroupés.

CA 3224

CONSIDÉRANT le projet de loi 37 « *Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques du Québec* », qui prévoit de conférer au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le pouvoir de déterminer les biens et les services pour lesquels le recours au Centre devient obligatoire pour les Cégeps;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de loi prévoit la concentration et le développement d'une expertise interne en infrastructures technologiques auprès d'Infrastructures technologiques Québec ainsi que le transfert de droits et obligations de Collecto Services regroupés en éducation;

CONSIDÉRANT QUE le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue considère qu'une telle centralisation des pouvoirs restreint les responsabilités actuellement dévolues aux dirigeants du Cégep;

CONSIDÉRANT QUE le Cégep assure une gestion de ses acquisitions en fonction des règlements internes, mais également en fonction de Collecto Services regroupés en éducation, lorsque les économies et l'efficacité justifient d'avoir recours aux regroupements de services;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de Loi pourrait aussi restreindre les achats de biens et services régionaux et pourrait donc avoir un impact au niveau des partenaires économiques du Cégep.

Il est proposé par Klaude Hallé appuyée par Guillaume Marquis et unanimement résolu **de recommander au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ainsi qu'au ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le maintien des systèmes d'acquisition actuels et de les sensibiliser aux impacts potentiels de l'adoption d'un tel projet de Loi sur les partenaires économiques de la région.**

PRÉSENTATIONS SANS PRISE DE DÉCISION

4. PRÉSENTATION SANS PRISE DE DÉCISION

4.1 RAPPORT DU CENTRE TECHNOLOGIQUE DES RESIDUS INDUSTRIELS (CTRI) : BILAN, ÉTATS FINANCIERS, PLAN D'ACTION

Le directeur général du CTRI, Hassine Bouafif présente le bilan 2018-2019 et le plan d'action 2019-2020 du CTRI.

Il énumère les projets de recherche et de développement obtenus pour l'année 2018-2019 et mentionne que plusieurs activités de transfert technologique du personnel du CTRI ont été

réalisées.

Le directeur administratif du CTRI, Gille Cossette, présente les états financiers du CTRI. Les différentes dépenses et revenus 2018-2019 sont expliqués.

4.2 RECRUTEMENT ET RÉTENTION DE LA POPULATION ÉTUDIANTE

Le directeur des études, Éric Aubin, présente un état de situation du recrutement et de la rétention de la population étudiante au Cégep et il dresse le portrait des inscriptions au 20 septembre 2019.

Kathleen Slobodian, directrice des affaires étudiantes et des communications, poursuit la présentation par les différentes activités réalisées pour s'assurer de la rétention étudiante. Elle précise que les actions sont faites à l'échelle régionale, nationale et internationale.

4.3 RAPPORT DE LA FÉDÉRATION DES CÉGÉPS SUR LA RÉUSSITE DES ÉTUDIANTES ET DES ÉTUDIANTS DU RÉSEAU COLLÉGIAL PUBLIC DE 2000 À 2018

Éric Aubin, directeur des études, présente différentes statistiques en lien avec les résultats obtenus par la population étudiante de l'ensemble du réseau collégial. Selon la considération démographique, les résultats du Cégep en comparaison avec le réseau collégial, se maintiennent dans la moyenne.

4.4 PRÉSENTATION DE L'ÉTAT DE LA SITUATION SUR LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ÉVALUATION ET DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL (CÉEC)

Le directeur des études, Éric Aubin, rappelle le rôle de la Commission d'évaluation et de l'enseignement collégial.

Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue a produit un rapport en lien avec 10 recommandations et a répondu à 9 des 10 recommandations soumises. Le rapport relié à la dernière recommandation sera également transmis prochainement.

4.5 PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT (PSD) 2020-2025 – ÉTAT DE SITUATION

Le directeur général, Sylvain Blais, présente l'historique des démarches réalisées pour l'élaboration du *Plan stratégique de développement 2020-2025*.

La version préliminaire du PSD fera l'objet d'une consultation auprès de la communauté collégiale, des partenaires externes et des communautés autochtones.

La version finale sera déposée le 4 février 2020 au conseil d'administration du Cégep.

Le directeur général remercie toutes les personnes qui se sont impliquées de près ou de loin à l'élaboration du PSD.

ÉMISSION DE DIPLÔMES

5. ÉMISSION DE DIPLÔMES

5.1 ÉMISSION DE DIPLÔMES D'ÉTUDES COLLÉGIALES (DEC)

CA-3225

Sur une proposition de Guillaume Marquis appuyée par Isabelle Chartrand et sur la recommandation du directeur des études, il est unanimement résolu ***de recommander au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de délivrer un diplôme d'études collégiales (DEC) pour toutes les personnes y ayant droit conformément à la liste ci-annexée, établie et vérifiée par le registraire.***

5.2 ÉMISSION D'ATTESTATION D'ÉTUDES COLLÉGIALES (AEC)

Il n'y a aucune AEC à délivrer.

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

6. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

La séance est levée à 20h40 sur une proposition de Vincent Guimont.

Président,

Secrétaire générale,

André Rouleau

Diane Landriault